



Prix et marchés agricoles : d'ici à 2025

Points clés

- Les années récentes se sont caractérisées par de fortes hausses de prix et une volatilité considérable ; à l'heure actuelle, certains marchés agricoles sont confrontés à de fortes baisses des prix.
- Les prix agricoles et alimentaires devraient diminuer modestement en termes réels dans la décennie à venir, mais ils resteront probablement au dessus du niveau atteint au début des années 2000.
- L'utilisation de plantes cultivées dans la fabrication de biocarburants est en grande partie due à l'action publique. La suppression progressive des aides publiques favoriserait la baisse des prix alimentaires et leur stabilisation.



Quel est le problème ?

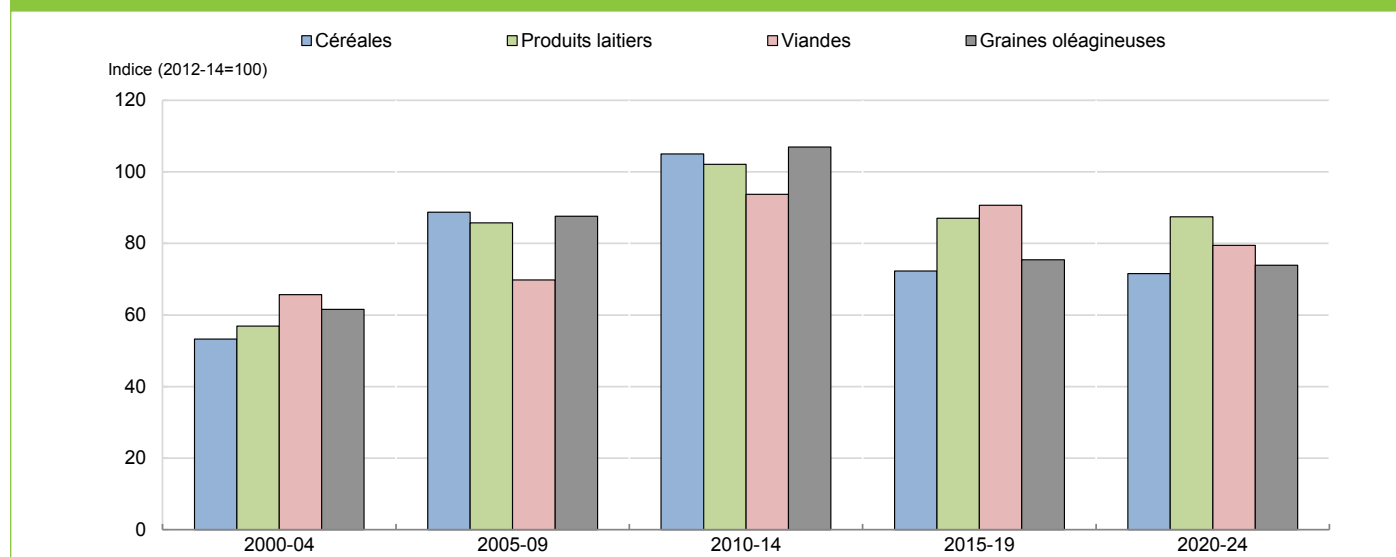
La situation des marchés agricoles mondiaux a beaucoup changé depuis la dernière réunion des ministres de l'agriculture, en 2010. Les prix internationaux des produits végétaux et animaux ont abandonné leur niveau exceptionnellement élevé : les prix des végétaux ont commencé à refluer au deuxième semestre 2012 et ceux des produits animaux, restés plus fermes, sont nettement redescendus en 2015.

La demande reste hésitante du fait que l'économie mondiale tourne au ralenti et que la consommation de beaucoup de produits, en particulier d'aliments de base, est proche de la saturation dans certaines parties du monde. La baisse des prix du pétrole favorise aussi la réduction des coûts et incite moins à cultiver les végétaux utilisés dans la fabrication de biocarburants de première génération.

Ces dix prochaines années, c'est dans les pays en développement que le marché évoluera le plus. La croissance démographique, quoique plus lente, la hausse des revenus par habitant et l'urbanisation feront augmenter la demande de produits alimentaires et amèneront les consommateurs à diversifier leur alimentation, notamment en augmentant leur consommation de protéines animales comparativement à leur consommation de féculents.

C'est pourquoi les prix de la viande et des produits laitiers devraient augmenter par rapport à ceux des végétaux. Toutefois, les prix des céréales secondaires et des graines oléagineuses, utilisées comme aliments du bétail, devraient croître par rapport à ceux des aliments de base.

À MOYEN TERME, LES PRIX RÉELS DES PRODUITS AGRICOLES DE BASE DEVRAIENT RESTER PLUS ÉLEVÉS QU'AVANT LA FLAMBÉE DE 2007-2008



Note : indice calculé avec une pondération constante des produits dans chaque catégorie. Le coefficient de pondération est la valeur moyenne de la production sur 2012-14.
Source : OCDE/FAO (2015), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO*, Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Du côté de l'offre, l'accroissement de la production de végétaux sera principalement imputable à l'amélioration des rendements. En Asie, en Europe et en Amérique du Nord, il n'est guère possible d'augmenter durablement les surfaces agricoles. Cependant, en Amérique du Sud et dans certaines parties de l'Afrique, des superficies cultivées supplémentaires pourraient dans une certaine mesure compléter la hausse des rendements.

On s'attend globalement à ce que les prix réels de tous les produits agricoles diminuent légèrement au cours des dix prochaines années, la croissance tendancielle de la productivité, favorisée par le reflux des prix des intrants, étant plus déterminante que le ralentissement de la progression de la demande. Cette évolution concorde avec la tendance à la baisse sur le long terme, mais d'après les projections, les prix devraient toutefois rester plus élevés que dans la période qui a précédé la flambée de 2007-08 (graphique). En bref, l'offre mondiale d'aliments suivra le rythme de la croissance de la population et des revenus.

Néanmoins, il ne faut pas se réjouir trop vite de ces perspectives globalement neutres. Selon les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2015-24*, une forte fluctuation des prix est très probable dans les dix prochaines années, compte tenu de l'incertitude qui caractérise les facteurs macroéconomiques mondiaux comme les taux de change, le produit intérieur brut (PIB) réel et les prix mondiaux du pétrole brut, ainsi que les rendements agricoles. Le changement climatique accentuera probablement les incertitudes commerciales.

Quoi qu'il en soit, un choc sur les prix, même notable, ne devrait pas à lui seul être constitutif d'une crise. Le déclenchement d'une crise est plus probable si l'action publique aggrave la situation, comme en 2007-08, lorsque les hausses ont été accentuées par les restrictions à l'exportation, les obligations d'incorporation de biocarburants et le soutien à la production de ces derniers. Fondé par le G20 à la suite de la crise des prix alimentaires, le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) a pour objet d'encourager la coordination des politiques face à l'incertitude des marchés.

Jusqu'à maintenant, la tendance était à la dispersion des exportations de produits agricoles entre des pays exportateurs de plus en plus nombreux, mais il ressort de la dernière édition des *Perspectives de l'OCDE et de la FAO* que les exportations de plusieurs produits clés seront concentrées dans moins de pays. À l'inverse, le nombre des pays importateurs devrait augmenter. Compte tenu de ces tendances, il est impératif de veiller à ce que les marchés internationaux fonctionnent sans heurts.

Que devraient faire les dirigeants ?

Les agriculteurs ont montré qu'ils savaient répondre aux incitations provenant des marchés et ils le font. Cela dit, l'action des gouvernements dans certains domaines peut améliorer le fonctionnement de ces marchés et donc appuyer les efforts des agriculteurs :

- **Des marchés transparents et ouverts** peuvent permettre de produire les aliments là où la production est économiquement efficiente. De ce point de vue, les accords commerciaux régionaux et multilatéraux sont cruciaux.

- **Axer davantage l'action publique sur l'innovation et l'amélioration durable de la productivité agricole** accroîtra la disponibilité alimentaire et bénéficiera au consommateur.
- **Investir pour limiter les pertes après récolte dans les pays en développement, et réduire les déchets au stade de la consommation ainsi que la surconsommation** plus généralement, grâce à une amélioration des infrastructures de stockage et de transport et à des campagnes d'information des consommateurs, par exemple, renforcerait la sécurité alimentaire au travers des effets sur les marchés internationaux.
- **Une élimination progressive des obligations d'incorporation et autres formes de soutien aux biocarburants** amènerait la demande à répondre au marché et non à l'action publique, et elle ferait baisser les prix alimentaires.
- **Des stratégies ciblées de gestion des risques** peuvent protéger à la fois les producteurs et les consommateurs de la volatilité des prix. À l'inverse, les politiques de soutien des prix et les obstacles aux échanges qui s'y rapportent ne peuvent pas aider les producteurs sans nuire aux consommateurs, et ils entravent en outre le fonctionnement des marchés internationaux.



Sources principales

- **Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2015**
- **Agricultural Market Information System (AMIS)**
- **Perspectives d'avenir pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde**
- **Price Volatility in Food and Agricultural Markets: Policy Responses**

Une liste complète des livres et documents pertinents peut être consultée à l'adresse <http://oe.cd/taking-stock-fr> et sur le site de la réunion ministérielle de l'agriculture <http://oe.cd/agmin-fr>.

